



Février 2018

L'émigration irrégulière en Afrique de l'Ouest: Logiques sociales de la réinvention risquée d'une jeunesse en crise



La version animée de cette cartographie est disponible en ligne via ce lien : [*L'émigration irrégulière en Afrique de l'Ouest*](#)

2

Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org





Introduction

Ces dernières années suite à l'instabilité sociopolitique qui prévaut en Libye, un important flux migratoire irrégulier en provenance des pays du Sud vers les pays du Nord a été enregistré. Le 13 novembre 2017 le Ministère italien de l'intérieur faisait état de 105.418 migrants arrivés en Italie depuis le 1^{er} janvier 2017 par voie maritime. Même si une baisse notable des arrivées fut observée à partir de juillet 2017ⁱ, il reste que migrer en Europe à partir de la Méditerranée est devenu un itinéraire privilégié par les jeunes migrants africains vers l'Europe. En effet, 75,95 % des migrants enregistrés provenaient de l'Afrique subsaharienne. Ils sont originaires du Nigeria, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Gambie, du Sénégal et du Ghanaⁱⁱ. Le constat est sans appel ! L'Afrique de l'ouest se hisse au premier rang des zones pourvoyeuses de contingents importants de migrants irréguliers en partance pour l'Europe.

Parmi ces pays d'où proviennent de nombreux migrants, les cas ivoirien et nigérian nourrissent un double contraste. Premièrement, ces deux pays constituent historiquement des pays d'immigration, concentrant une frange considérable de ressortissants originaires d'autres pays africains. Ainsi, la Côte d'Ivoire et le Nigeria concentraient encore tous deux réunis selon l'OIM le plus grand nombre de migrants subsahariens en 2015 (voir schéma ci-dessous). La population de la Côte d'Ivoire, seconde destination des migrations sur le continent après l'Afrique du sud, est composée pour près d'un quart (24, 2%)ⁱⁱⁱ de personnes ayant émigré vers son territoire, majoritairement issues des pays de la CEDEAO. Deuxièmement, le Nigeria et la Côte d'Ivoire accumulent des performances économiques enviables, entraînant avec eux toute l'économie ouest-africaine créditée de « la plus forte croissance du continent » avec un PIB de plus de 5% par an selon les

Février 2018

chiffres de la Banque Mondiale^{iv}. Le Nigeria est affublé du titre de première économie du continent depuis 2013^v tandis que la Côte d'Ivoire connaît un taux moyen de croissance de 8% depuis 2012^{vi}. Pourtant les nationaux de ces deux pays sont respectivement à la première et troisième place des candidats africains à l'émigration clandestine sur le sol européen. Un engrenage de facteurs tant structurels que personnels lève le voile sur ce paradoxe.

Principaux pays d'origine des migrants arrivés par la mer en Italie

Principaux pays d'origine	2017
Nigeria	17 100
Guinée	9 217
Bangladesh	8 870
Côte-d'Ivoire	8 753
Mali	6 461
Erythrée	5 711
Gambie	5 649
Sénégal	5 616
Soudan	5 569
Maroc	5 193
Ghana	3 719
Total tous pays d'origine	105 418

Source : Ministère Italien de l'intérieur





plutôt préoccupées par la promotion de grandes entreprises privées portées en général par l'investissement étranger. Par ailleurs, les jeunes dénoncent des politiques sociales injustes, biaisées par des pratiques clientélistes et de corruption mettant en marge les populations pauvres: « *Ces gens-là nous ont oublié, nous on ne s'est pas oublié, nous voulons nous chercher (partir)* » a confié un jeune ivoirien déterminé à tenter l'aventure^{xiii}.

Cette précarité économique de la jeunesse nourrit de fortes angoisses et le désespoir d'une catégorie sociale sur laquelle reposent de grandes responsabilités communautaires. En effet, la précarité économique n'est pas la raison exclusive du départ. Elle s'emboîte à des réalités sociales qui fragilisent davantage la situation des jeunes. L'environnement sociétal et familial constitue une variable clé. Une étude réalisée dans deux villes ivoiriennes (Anyama et Daloa) montre une prédominance des jeunes de la communauté malinké dans la migration irrégulière^{xiii}. Cette communauté, principalement musulmane, appartient au grand ensemble ethnolinguistique *Manding* répandu sur une grande partie de l'Afrique de l'Ouest^{xiv}. Dans la communauté malinké, les normes et les valeurs sociales instituent des mécanismes de solidarité communautaire qui font précocement peser sur les plus jeunes de fortes responsabilités. De l'avis d'un chef de cette communauté « *la famille Malinké a toujours exigé quelque chose de l'enfant. Quand l'enfant a 15, 18 ans, il plaît à tout malinké de demander à l'enfant de faire quelque chose envers la famille* »^{xv}. Le respect de ces exigences est capital pour ces jeunes qui en font, selon leur foi religieuse, une condition première de leur propre réussite sociale. Répondre aux besoins et obligations des parents est un devoir religieux et surtout une source de bénédiction dans une communauté revendiquant son fort attachement à l'Islam. Financer par exemple le voyage à la Mecque de ses parents est un acte de piété de haute portée spirituelle qui ouvre une bénédiction abondante à l'enfant. Non moins valorisant, l'achat du mouton de la Tabaski à son père. Généralement

polygame, l'espace familial malinké se configure également comme une arène dans laquelle les enfants sont fortement sollicités dans les jeux de pouvoirs entre co-épouses. Plus un enfant démontre sa capacité financière à soutenir le père de famille, plus sa mère gagne en estime et en hiérarchie au sein de la famille. L'incapacité d'assurer ses responsabilités vis-à-vis des parents place le jeune malinké dans une situation de stigmatisation et de marginalisation s'apparentant à une mort sociale. Il est constamment comparé à ses pairs qui parviennent à remplir leurs obligations familiales et considéré comme un incapable. Un tel rejet est particulièrement traumatisant et les dangers associés à l'émigration paraissent moins risqués en pareille situation que le coût d'une mort sociale psychologiquement humiliante : « *Mieux vaut mourir dans la mer que de mourir sans rien dans les bras de ma mère* » clament ces jeunes candidats à l'aventure^{xvi}. Dans un contexte de précarité économique limitant la capacité de ces jeunes à répondre aux sollicitations familiales, la migration clandestine est perçue comme une opportunité, un espoir de se réaliser économiquement mais aussi de se revaloriser dans l'espace communautaire.

Au-delà de la sphère familiale et communautaire, le choix de migrer rend compte aussi d'une stratégie risquée de réinvention du statut social d'une catégorie de jeune frappée du sceau de « l'invisibilité sociale ». En effet, peu scolarisés ou parfois pas du tout, nombre de ces jeunes disposent de peu de chances de saisir les opportunités économiques. Leur statut d'illettrés les positionne à la marge d'une société qui les relègue au bas de l'échelle sociale. En Côte d'Ivoire comme au Nigéria, le choix de migrer est motivé en pareille situation par le secret espoir d'une réussite financière qui permettra un reclassement de l'individu dans la hiérarchie sociale du pays d'origine. Mieux, le seul fait de se retrouver en Europe change le regard de l'entourage sur soi. En Côte d'Ivoire par exemple, être en Europe vous octroie le statut très





valorisé de « *binguiste* », une appellation issue du mot « *Bengué* », désignant dans l'argot ivoirien l'Europe et tout l'imaginaire « féérique » qui lui est associé.

Par ailleurs, le faible niveau d'éducation de ces jeunes est perçu par eux comme un handicap pour l'obtention d'un visa pour migrer « légalement ». Ils restent convaincus que la délivrance des visas dans les ambassades européennes est très sélective et discriminante pour ceux qui n'ont aucun diplôme scolaire. Certains prennent la décision de partir par la voie clandestine après des tentatives infructueuses par voie « légale ». Toutefois, d'autres s'en réfèrent, au prix de sommes importantes, aux réseaux de faussaires afin de se faire livrer des « documents prétendument officiels », justifiant d'un niveau d'éducation scolaire et d'une situation professionnelle^{xviii}. Toutes choses censées accroître en théorie leurs chances d'obtention du visa. Mais la plupart de ces tentatives se solde par des échecs. La migration irrégulière devient une opportunité qui s'offre à cette catégorie parce que moins contraignante d'un point de vue administratif.

La construction du projet migratoire

- *La mobilisation des ressources financières*

La migration irrégulière bien que portée par un individu n'est pas un projet individuel. Il est communautaire. Derrière le migrant, on retrouve tout un soutien de la famille dont l'étendue va bien au-delà de la simple cellule familiale immédiate. Elle intègre toute une parenté élargie aux membres du clan. Ce soutien familial s'illustre par la mobilisation de l'épargne communautaire pour le financement du projet. Les parents pour la plupart, et dans une moindre mesure des amis, mettent à la disposition du candidat à la migration des fonds pour

son voyage. En agissant ainsi, ils espèrent tirer des dividendes au cas où le projet aboutit. Ce retour sur investissement peut être économique ou symbolique. Le fils ou la fille qui s'engage peut rapporter rapidement beaucoup d'argent et « *sortir la famille de la pauvreté* ». En finançant le voyage de leur progéniture, ces familles espèrent ainsi à terme améliorer leurs conditions de vie. La migration est un moyen d'élargir les capacités financières des parents en leur permettant de faire face aux dépenses quotidiennes (se loger, se nourrir, se déplacer, se vêtir, etc.), mais aussi d'acheter le mouton de la tabaski et de caresser le rêve de se rendre à la Mecque. Les retours financiers des migrants sont souvent une véritable manne pour des familles entières mais aussi pour l'économie locale. « Les migrants africains ont envoyé au moins 40 milliards de dollars dans leurs pays d'origine en 2010 » a estimé un rapport de la Banque Mondiale publié en 2011^{xviii}. Les auteurs de ce rapport soutiennent que « *Ces envois représentent le lien le plus tangible entre les migrations et le développement. Ils constituent une source importante de financement dans de nombreux pays africains (...)* ».

Les parents n'hésitent donc pas à brader leurs bijoux, leur bétail, etc. et même à s'endetter pour soutenir financièrement le projet d'émigration de leur enfant. Si certains candidats, grâce à une épargne personnelle provenant des activités économiques qu'ils exerçaient, arrivent à financer seul leur voyage, il n'en demeure pas moins qu'ils se rabattent souvent aussi sur la solidarité familiale. En effet, épuisés financièrement pendant le trajet ou emprisonnés et dépossédés de leurs biens par des bandes armées, les migrants n'ont d'autres choix que de solliciter l'aide financière de la famille ou d'amis.

- *Le magico-religieux au cœur du projet migratoire dans les communautés malinké en Côte d'Ivoire*



Février 2018

L'une des étapes cruciales dans la préparation du voyage migratoire reste sans nul doute l'observance d'un ensemble de rituels religieux visant à garantir le succès du projet. En effet si le voyage se prépare financièrement, son succès est fortement dépendant, selon les croyances en vigueur dans la communauté malinké, des précautions spirituelles à prendre avant d'entreprendre toute initiative importante. En la matière, interviennent des figures communautaires influentes tels les marabouts, crédités de connaissances mystiques et magiques capables de disposer spirituellement le candidat à la migration. Ainsi, tout candidat à celle-ci doit-il effectuer une consultation occulte auprès d'un marabout qui est censé décrypter, dans un premier temps à travers une vision mystique, les « blocages » ou « barrières » spirituelles propres à l'individu pouvant contrarier le succès de son initiative. Dans un second temps, le marabout indique des prescriptions, en général des sacrifices à réaliser, pour lever les obstacles spirituels au succès du voyage. Les sacrifices à réaliser sont fonctions de la nature du diagnostic pour chaque individu mais aussi de ses capacités financières. L'idéal est d'offrir en sacrifice un bélier blanc si l'individu dispose d'un budget suffisant. A défaut, les candidats offrent ordinairement un poulet blanc, de la kola blanche et du lait. Ces différentes composantes de rituels sont symboliquement des éléments qui, selon les croyances, permettent de « dégager la route » des obstacles et d'accroître les chances de succès. Il peut arriver dans certains cas que le diagnostic spirituel révèle au candidat de réels risques à effectuer le voyage. En pareille situation, des mesures spéciales doivent être prises pour lever les contraintes. Il s'agit notamment d'une retraite spirituelle fermée accompagnée d'un jeûne que doit observer le marabout sur une période donnée pour le compte de son client. De tels cas de figure comportent un coût financier important visant à rémunérer l'engagement spirituel du marabout. Dans tous les cas, cette étape spirituelle est censée garantir le succès en permettant de surmonter les obstacles tels la

traversée du désert et ses péripéties, l'emprisonnement sur le chemin, ou encore la mort dans la Méditerranée.

Paradoxalement, si le recours aux recettes mystico-spirituelles accroît la certitude du succès du voyage, il reste que ces jeunes et leur famille n'ignorent pas l'éventualité d'une issue fatale. Ils sont conscients que tout investissement implique en soi une prise de risque, et dans le cas d'espèce elle peut conduire à la mort. Mais pour eux, le coût psychologique de l'échec paraît bien plus grand que la peur de la mort. La mort est bien envisagée comme une éventualité mais perçue comme une banalité. Ce qui paraît bien contradictoire dans la mesure où le projet migratoire est en soi la quête d'une vie meilleure. Ce paradoxe trouve en fait son explication là encore dans la sagesse religieuse musulmane à laquelle se réfèrent fortement les membres de la communauté malinké : « *La mort et la vie sont intimement liées. La sagesse consiste donc à accepter la mort si l'on veut vivre* »^{xix} commente l'Imam Saïd Ali Koussay dans un écrit portant sur la mort dans la religion musulmane. Mourir dans le désert ou « *rester dans l'eau* » selon l'expression consacrée, c'est répondre à son destin : « *Et personne ne peut mourir qu'avec la permission de Dieu, au moment et à l'endroit, fixés préalablement* »^{xx}. Cette philosophie de la prédestination explique ainsi le stoïcisme face à la mort. L'acceptation de la mort n'est pas non plus synonyme d'une négation de la vie. L'Imam Saïd précise que pour le musulman : « *Si nous sommes en vie, aujourd'hui, c'est que Dieu a voulu nous laisser vivre, dans le temps qui nous est imparti, pour que nous puissions réaliser ce que nous devons faire. Ainsi, nous devons donner du sens et du bon sens, à notre vie actuelle* ». On voit ainsi que le recourt aux ressources magico-religieuses constitue un élément fort dans les stratégies de minimisation du risque.

Quelles politiques publiques face à l'émigration irrégulière ?



Février 2018

L'émigration en Afrique de l'ouest n'est pas un phénomène nouveau. Cette partie du continent participe depuis au moins la période coloniale aux migrations internationales à travers ses citoyens qui parcourent le monde entier. Bien inscrite dans une tradition de long temps, les mouvements actuels se singularisent toutefois par une prise de risques physiques accrus chez les jeunes migrants. Cet engagement risqué rend compte de stratégies d'adaptation et de réajustement face aux mutations du champ migratoire international de plus en plus cloisonné en Occident. L'émigration risquée nous dit beaucoup sur la vie des jeunes ouest-africains : les pressions communautaires leur imposant de fortes responsabilités ; les structures inégalitaires de gouvernance dans lesquelles ils évoluent ; les imaginaires de la réussite sociale auxquelles ils sont attachés. Mais bien plus, cette prise de risque nous révèle la psychologie d'une jeunesse résiliente, déterminée et entreprenante, prête à braver tous les dangers pour se réinventer. La construction du

projet migratoire partage bien des similarités avec la logique entrepreneuriale. L'investissement dans un « business » est avant tout adossé à une vision de réussite : les jeunes candidats à l'émigration ont un projet de vie ; tous ambitionnent réaliser une réussite financière qui leur permettra de sortir, eux et leur famille, de l'anonymat social. La décision prise est calculée en estimant les contraintes de l'environnement. Les risques sont intégrés et des stratégies de minimisation sont définies. L'émigration irrégulière est en grande partie la résultante de l'échec des politiques publiques d'emplois. (Re) créer l'espoir dans les pays ouest-africains en développant des politiques économiques plus inclusives et plus aptes à accompagner, par la formation et le financement, les initiatives locales, y compris celles de la sphère informelle, reste une perspective pertinente pour transformer l'énergie de cette jeunesse déterminée en succès économique au profit de toute la société.

Auteur : Fabiraman Rodrigue KONE, Chercheur Anthropologue.

Bibliographie

- Ambrosini, M. (2010). Migrants dans l'ombre. Causes, dynamiques, politiques de l'immigration irrégulière. *Revue européenne des*
- Koné, F., & N'goran, A. (2017, Septembre 2017). *Migration irrégulière en Côte d'Ivoire : logiques sociales et stratégies des retournés d'Anyama et de Daloa ?* (p . 47). Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO).
- Koné, F. (2017). *Les Malinkés de Côte d'Ivoire*. Analyse Sociétal Africaine (ASA), <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2017/02/Les-Malinke%CC%81-en-Cote-dIvoire.pdf>
- migrations internationales*, 26 (2), 7- 32. <https://doi.org/10.4000/remi.5113>.
- Ba, O., & Ndiaye, A. (2008). *L'émigration clandestine sénégalaise*. *Revue asylon (s) Migrations et Sénégal*, 3. <http://www.reseau-terra.eu/article717.html>.
- Institut Nationale de la Statistique (INS). (2015). Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015). p. 64. <http://www.ins.ci/n/templates/docss/env2015.pdf>
- Institut National de la Statistique. (2014). *Recensement général de la population et de l'habitat en Côte d'Ivoire (RGHP 2014)*. Abidjan.
- Koussay, S. A. (2007). Le temps du mourir dans la religion musulmane. *Etudes sur la mort*, 131(1), 163-169. <https://doi.org/10.3917/eslm.131.0163>.

Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact:asa@africansecuritynetwork.org





RFI. (2017, mars 22). Retour en Côte d'Ivoire pour 151 immigrés clandestins pris au piège en Libye - RFI. Consulté 29 juillet

2017, à l'adresse <http://www.rfi.fr/afrique/20170322-retour-cote-ivoire-immigres-clandestins-prisonniers-libye>.

ⁱ Plus de 23 000 personnes ont débarqué en mai 2017, autant en juin. C'était avant que ne s'amorce une chute spectaculaire du nombre d'arrivées : 11 461 en juillet, 3 914 en août, soit près de 30 000 de moins que pendant la même période de 2016. Ces baisses sont dues à un accord que le gouvernement italien a passé avec les autorités libyennes visant l'interception en haute mer et le retour sur le territoire libyen des embarcations des migrants. En contrepartie, l'Italie, avec le soutien de l'Union européenne, reçoit une assistance technique et financière. Source : La Croix (septembre 2017), « La baisse des arrivées des migrants en Italie ».

ⁱⁱ Organisation internationale pour les migrations. (2017). Arrivées de migrants en Europe par la Méditerranée : 157 020 ; décès en mer : 2 966. <https://www.iom.int/fr/news/arrivees-de-migrants-en-europe-par-la-mediterranee-157-020-deces-en-mer-2-966>

ⁱⁱⁱ INS. (2014). *Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH)*.

^{iv} Nga Thi Viet Nguyen et Felipe F. Dizon (Novembre 2017), Géographie du bien-être au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Togo, p 11

^v Le Figaro, (7 avril 2014), « Le Nigéria, première économie d'Afrique », <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/04/07/20002-20140407ARTFIG00255-le-nigeria-premiere-economie-d-afrique.php>

^{vi} Banque Mondiale. (2016). Situation économique en Côte d'Ivoire, juillet 2016. <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/324141467904787703/pdf/WP-v2-PUBLIC-RAPPORT-SITUATION-ECONOMIQUE-DE-LA-CIV-juillet-2016-ligth.pdf>

^{vii} Ambrosini, M. (2010). Migrants dans l'ombre. Causes, dynamiques, politiques de l'immigration irrégulière. *Revue européenne des migrations internationales*, 26 (2), 7- 32. <https://doi.org/10.4000/remi.5113>.

Ba, O., & Ndiaye, A. (2008). *L'émigration clandestine sénégalaise*. *Revue asylon (s) Migrations et Sénégal*, 3. <http://www.reseau-terra.eu/article717.html>.

^{viii} Institut Nationale de la Statistique (INS). (2015). Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV 2015), p. 64. <http://www.ins.ci/n/templates/docss/env2015.pdf>

^{ix} <https://fr.tradingeconomics.com/nigeria/youth-unemployment-rate>

^x In. Koné, F., & N'goran, A. (Septembre 2017). *Migration irrégulière en Côte d'Ivoire : logiques sociales et stratégies des retournés d'Anyama et de Daloa ?* (p. 21). Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO).

^{xi} En Côte d'Ivoire, selon la dernière étude de l'Institut Nationale de la Statistique (INS) en 2016, l'emploi est presque exclusivement concentré dans le secteur informel avec 93,6%. Source: l'Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel (ENSESI) 2016.

^{xii} In Koné, F., & N'goran, A., op. cit., p. 20

^{xiii} Koné, F., & N'goran, A., op. cit., p. 4.

^{xiv} Fahiraman Rodrigue Koné, « Les malinké de Côte d'Ivoire » in *Analyse Sociétale Africaine (ASA)*, <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2017/02/Les-Malinke%CC%81-en-Cote-dIvoire.pdf>

^{xv} Koné, F., & N'goran, A., op. cit ; p. 22

^{xvi} Entretien informel: Propos d'un jeune apprenti mécanicien dans un garage auto au quartier de la riviera 2 à Abidjan, samedi 25 novembre 2017.

^{xvii} Sources: Témoignages obtenus auprès d'une vingtaine de jeunes lors d'une enquête sur le sujet dans deux villes ivoiriennes au mois d'août 2017. Ces jeunes ont tous tentés l'aventure vers la Libye avant de retourner suite après leurs tentatives infructueuse de rejoindre les côtes européennes.

^{xviii} Dilip Ratha et Sonia Plaza (Septembre 2011), "Mettre à profit les diasporas: L'Afrique peut mettre à contribution ses millions d'émigrants" in *Finance & Développement*,

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/ratha.pdf>

^{xix} Koussay, S. A. (2007). Le temps du mourir dans la religion musulmane. *Etudes sur la mort*, 131(1), 163-169. <https://doi.org/10.3917/eslm.131.0163>.

^{xx} ibidem

Avec le soutien de  la francophonie

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

